



Déclaration préalable CGT

CSEE DTSI

Séance des 28, 29, 30 juin et 1^{er} juillet 2022

Pour commencer un peu d'actualité politique. La semaine dernière la météo a été riche en orage sur la France, le dimanche 19 juin l'orage annoncé a bien eu lieu et l'arrogance anti-sociale a pris l'eau. Bien sûr la colère générée par la violence des politiques menées par le pouvoir et l'imposture sociale des discours de certains candidats ont pu donner l'illusion d'un recours possible.

Mais le choix qu'emprunte le président de la République fraîchement réélu est clair et il le dit à qui veut l'entendre : il ne changera pas d'une virgule sa politique. Pire, il joue le pourrissement en faisant porter la responsabilité sur les autres.

Surtout ne pas tomber dans le piège ! Pour cela, la CGT amplifie son engagement pour répondre aux aspirations des familles, des travailleurs et des travailleuses en mettant sur la table, le plus largement possible, ses propositions sociales, économiques et environnementales et en exigeant en premier lieu une véritable augmentation des salaires, dans le privé, dans le public et à Orange, sans oublier les pensions qui doivent avoir lieu au vu de l'inflation galopante du coût de la vie.

La nouvelle directrice générale depuis son arrivée aux commandes d'Orange, a clairement fait le choix du tout business au détriment du social et de l'humain, en décidant d'accélérer même le rythme de la transformation pas assez rapide à son goût.

La directrice générale affirme son intention de développement à l'international en démarrant sa gouvernance par un projet de licenciement à OBS en Europe. Pourtant la direction identifie OBS comme l'un des secteurs prépondérants dans la stratégie Dégage 2025, pas un très bon présage pour Totem et Orange Concession.

Par ses premières décisions, elle a démontré que la restauration d'un dialogue social constructif, apaisé et de qualité n'est pas une priorité. En effet, après son refus d'une NAO salariale à la hauteur des enjeux de la sauvegarde du pouvoir d'achat des salariés (alors qu'elle améliore le sien en augmentant sa rémunération de 60% par rapport à l'ex PDG), elle bafoue les principes du vote démocratique en profitant de sa première rencontre avec les membres du conseil de Surveillance du FCPE Orange Actions pour leur demander de changer leur vote. Il s'agit de revoter pour soutenir la résolution 17 portant sur la modification des statuts d'orange, et ainsi permettre la nomination de Mr ASCHENBROICH en qualité de Président du Conseil d'Administration du groupe Orange.

La CGT dénonce cette pression inédite formulée la veille de l'Assemblée Générale des Actionnaires, qui constitue une atteinte au fonctionnement des instances du groupe

Orange et une manœuvre pour téléguidé les votes des actionnaires. La démocratie, ce n'est pas de revoter lorsque le résultat ne plaît pas, il faut savoir accepter le vote quel qu'il soit. La CGT s'est prononcée contre le fait de voter une seconde fois et a refusé de prendre part à cette mascarade de démocratie et chacun se reconnaîtra.

Et cela continue avec la négociation en cours concernant un avenant sur le télétravail. Interpellée par un courrier unitaire intersyndical pour débloquer une négociation dans une impasse, la décision de la Directrice Générale de déléguer sa réponse au DRH groupe a été vécu comme du mépris. Malgré cette provocation, une nouvelle demande lui a été envoyée pour obtenir des avancées nécessaires pour les salariés.

Pour continuer dans cette arrogance du pouvoir, la nouvelle directrice, qui le 2 juin se rend à Rennes Atalante, impose que les parkings ne seront pas disponibles pour les salariés, que les accès au site seront restreints et que le télétravail occasionnel sera le bienvenu : on ne mélange pas les sujets et la seigneurie.

Cette façon jupitérienne de mener ses troupes qu'à cette nouvelle gouvernance n'est pas de très bon augure pour un dialogue social qui était déjà en berne, et nous vous posons cette question : quel est le rôle des élus ?

Inquiets de leur devenir, du devenir de leur activité et de leurs conditions de travail, excédés par le comportement dédaigneux de la direction face à leurs inquiétudes légitimes, demandant l'application des accord existants et la possibilité de faire du télétravail en HNO, les salariés des supervisions de Vision 360 ont fait grève massivement le mardi 14 juin. Devant l'absence de réponses concrètes de la direction, un nouveau préavis est déposé pour le jeudi 30 juin. Nous devrions les inviter lors de notre séance pour qu'ils puissent s'exprimer et être entendus.

Il y a de nombreux départs non remplacés dans les supervisions de Vision 360. Cela crée des difficultés sur la mise en place des plannings, et suivant les équipes cela génère de la surcharge de travail. Les salariés de ces équipes se posent donc légitimement des questions sur le devenir de leur activité.

La direction de Vision 360 a lancé des groupes de travail afin que les salariés l'aident à redécouper l'activité pour s'adapter à la baisse des effectifs. Mais les salariés se rendent bien compte que la direction sait très bien où elle va mais qu'elle ne le dit pas. Couplé à un refus systématique du télétravail en HNO, qui a pourtant bien marché pendant la pandémie, ça donne le sentiment d'être pris pour des imbéciles !

Les salariés, avec certaines de leurs organisations syndicales, veulent savoir où la direction les emmène. Ils veulent que cette transformation se fasse dans le respect de leurs intérêts et de celui de la qualité de service, que des plans d'évolution professionnelles soient mis en place en tenant compte des spécificités de ces services. Rien d'extraordinaire ! Mais la réponse de la direction dédaigneuse de V360 lors de la réunion de conciliation d'hier est d'aller trouver des réponses auprès de la direction de DTSI.

L'entêtement de la direction de Vision 360 montre où en est le dialogue social. Pour les salariés, c'est le constat des effets des suppressions d'emplois qui montre les priorités

d'Orange. Nous sommes dans une crise qui fait aussi mal que celle des années 2000. Les salariés sont déterminés à ne pas se laisser faire.

Les inquiétudes des salariés et la dégradation des conditions de travail, alors que se pose la question de l'avenir des supervisions, méritent plus que cette mascarade de dialogue. Et la CGT ne va pas cautionner cette façon de faire.

C'est avec tristesse que nous avons appris le suicide de deux collègues du domaine de l'intervention, respectivement de l'UI Nord de France à Troyes et de l'UIPRM à Draguignan. La CGT tient à exprimer toutes ses condoléances aux familles, aux proches et aux collègues de travail.

Jusqu'à quand, Monsieur le Président, Orange restera aveuglée par ses objectifs de rentabilité en occultant la souffrance de ses salariés ?

La mort d'un collègue dans l'Aube, après celle d'un autre collègue de Draguignan, fait renaître en chacun de nous de vieux démons, Orange, par sa stratégie, accuse le deuxième suicide en moins d'un mois sur l'hexagone.

Quel cauchemar ! Les mots n'y suffiront plus pour exprimer l'émotion et la colère des salariés qui n'ont pas encore tourné la page du traumatisme passé.

L'épouse de notre collègue de l'Aube a écrit aux membres de la CSSCT de l'UINDF. Son courrier a d'ailleurs été relayé par le journal « La Tribune » dans un article du 21 juin 2022.

Cette lettre est un témoignage bouleversant, qui confirme le retour de la machine à broyer, alors que le procès en appel des responsables de France Télécom sur la crise sociale de 2009 est toujours en cours.

Force est de constater que les dirigeants d'Orange ont effacé de leur mémoire les enseignements de cette crise. Après le drame de Draguignan, le 25 mai dernier, notre collègue de Troyes s'est donné la mort dans les mêmes conditions et pour les mêmes motifs : dégradation des conditions de travail liée à la baisse des effectifs, qui engendrent une surcharge de travail.

La CGT vous rappelle qu'à la DTSI, vous supprimez depuis plusieurs années plus de 5% de l'effectif, et que la DTSI met la pression sur les UI en ne leur donnant pas les moyens d'assurer dans de bonnes conditions l'entretien et le déploiement des infrastructures. Vous avez votre part de responsabilités dans ces drames !

La CGT dénonce, depuis des mois, les choix stratégiques de l'entreprise avec ses restructurations qui conduisent à ces dégradations, aux risques psycho-sociaux, aux augmentations de cas d'inaptitudes, à la détresse des salariés. Mais Orange est restée sourde à toutes les remarques formulées à partir d'argumentations raisonnées.

Commençons par rappeler des évidences : les êtres humains ne sont pas des machines. Nous ne percevons pas le monde avec le regard surplombant d'un ordinateur. La réalité, elle-même, ne se réduit pas à une suite de données alignées dans un tableau. Nous avons bien assimilé que pour comprendre ce qui nous entoure, la raison ne suffit plus. Tous,

autour de cette table, et tous les salariés, voire tous les citoyens, ont besoin également d'émotion, pour prendre conscience de la réalité des faits.

Et vous aussi, vous vous devez d'affronter la vérité.

En 2009, vous étiez déjà sourd à nos appels au secours. Il aura fallu l'effet médiatique pour une véritable prise de conscience de la souffrance des salariés de France Télécom.

Depuis le début de cette mandature, nous vous alertons, par des déclarations, par des motivations de votes, par des interrogations lors des présentations de dossiers, mais comme en 2009, vous êtes aveugle et sourd à la souffrance qui croît autour de vous.

Les suppressions d'emplois, les décisions unilatérales, les fermetures de sites, l'utilisation de la sous-traitance à outrance, les modifications d'organisation du travail, les suppressions d'emplois, l'allongement de trajet pour les salariés avec les SDIT à répétitions, le manque de reconnaissance, le dédain de certains dirigeants... tout cela forme un cocktail explosif qui fermente lentement et, faute de dialogue social, il est en train s'enflammer. Trop de salariés sont en surcharge de travail, quand d'autres sont en souffrance dans des services abandonnés parce que sous-traités. Combien faudra-t-il encore de collègues qui passent à l'acte avant que les braises ne se transforment en flammes ?

Aujourd'hui, il est temps de prendre conscience des dangers de la stratégie de l'entreprise, tant sur les salariés de la maison mère que sur les sous-traitants et les filiales. Ouvrons les yeux, car accompagner cette stratégie, c'est être complice de chaque souffrance, de chaque mise en danger, de chaque drame actuel et à venir.

À ce stade, il est hors de question pour la CGT, que la direction nous joue la comédie de l'étonnement et de la compassion. L'heure n'est plus à la banalisation, aux discussions stériles et aux belles promesses d'intentions, car il est inconcevable et inadmissible de revivre à nouveau des drames dans notre entreprise. C'est impardonnable ! Car la direction d'Orange ne peut pas dire ici qu'elle ne sait pas. Car ces drames se produisent alors que la CGT dénonce depuis de nombreux mois l'attitude de déni et de mépris adoptée par les dirigeants actuels d'Orange face à ses alertes nombreuses et alarmantes. La CGT alerte sur un contexte social qui se dégrade continuellement et dangereusement, sur le retour du mal-être et de la souffrance au travail. Ce sont les conséquences des choix stratégiques purement financiers qui se résument principalement par des plans d'économies, essentiellement supportés par les salariés, et dont les conséquences sont de plus en plus insupportables. En effet, en décidant de réduire drastiquement les effectifs par le non-remplacement - ou à la marge - des départs, la direction acte le report de l'activité sur les salariés restants, souvent trop peu nombreux. C'est la cadence infernale et brutale de la mise en œuvre des projets de restructurations, l'absence d'un dialogue social, la forte dégradation des conditions de travail, qui engendre l'explosion des risques psycho-sociaux et un mal-être au travail grandissant.

Pour la 3e année consécutive, le rapport des médecins du travail est alarmant et l'enquête CNPS SECAFI vient confirmer ce que la CGT dénonce au quotidien : une

présence de la souffrance au travail dans notre entreprise qui s'étend progressivement dans de nombreux services.

Ces drames, liés au contexte social anxiogène, nous inquiètent au plus haut point. Quelle attitude doit-on tous adopter maintenant, car ils soulèvent de nombreuses interrogations ? Pour la CGT, devant l'aggravation de la situation sociale qui redevient dramatique dans notre entreprise, la priorité n'est plus à la poursuite des projets, mais bien à la protection de la santé et de la sécurité des salariés.

Aujourd'hui, chaque membre de la direction, conscient de la nocivité de la stratégie de l'entreprise tant sur les salariés de la maison mère que sur les sous-traitants ou les filiales, ne peut plus fermer les yeux. Car accompagner cette stratégie, c'est être complice de chaque souffrance, de chaque mise en danger, de chaque drame actuel ou à venir.

La nouvelle gouvernance d'Orange doit très vite s'en emparer et apporter des réponses immédiates et des actes concrets, à la hauteur des enjeux humains dans notre entreprise.

La CGT en appelle à la nouvelle Directrice Générale qui n'a pas pris la réelle mesure de la gravité de la situation.

En effet, une fois l'émotion atténuée, nous nous interrogeons sur votre obstination à poursuivre la mise en place de la stratégie d'entreprise coûte que coûte :

- A la CGT, chaque vie a bien plus d'intérêt que les profits.
- A la CGT, nous réitérons que nous travaillons pour gagner notre vie, pas pour la perdre !
- A la CGT, notre objectif est de supprimer tout risque de souffrance au travail de chaque salarié.

La CGT rappelle que la santé ne se brade pas, et qu'une vie n'a pas de prix.

Monsieur le directeur de DTSI, Monsieur Blanchet, vous ne pourrez pas dire que vous ne saviez pas. Dès lors, votre responsabilité est engagée